

08.11.2016 - 10:34 Uhr

Nouvelle initiative de l'économie pour plus de femmes dans les conseils d'administration

Zürich (ots) -

L'économie a le plus grand intérêt à une présence plus marquée des femmes dans les organes dirigeants des entreprises. Pour donner un élan supplémentaire à la dynamique que l'on observe sur ce plan depuis quelques années déjà, des personnalités en vue de l'économie - emmenées par Valentin Vogt, président de l'Union patronale suisse - ont décidé de franchir de nouvelles étapes en vue d'accroître la part des femmes dans les conseils d'administration. Un objectif parfaitement réalisable si toutes les parties prenantes participent à l'effort.

Epaulée par les président(e)s de conseils d'administration Jens Alder, Hans Hess, Carole Hübscher, Monika Ribar et Pierin Vincenz, l'Union patronale suisse passe de nouveau à l'offensive pour renforcer la part des femmes aux étages directoriaux supérieurs. Depuis 2013, l'économie a déjà lancé à cette fin diverses initiatives. Lesquelles ont contribué à la sensible progression, de 10 à 16 pour cent en moyenne, de la proportion de femmes dans les conseils d'administration et au fait que, de nos jours, un nouveau poste d'administrateur sur quatre est attribué à une femme.

Le coeur de l'initiative présentée aujourd'hui est un «Code de conduite» à l'intention des cabinets de conseil en ressources humaines actifs dans le recrutement de cadres dirigeants. «Dans leur rôle d'intermédiaires entre de possibles candidates et des entreprises proposant des mandats, ils peuvent grandement contribuer à renforcer la présence des femmes dans les conseils d'administration», a confié aux représentants des médias Monika Ribar, présidente du conseil d'administration des CFF. Ce code de conduite engage les entreprises recruteuses de cadres qui l'ont signé à respecter plusieurs principes dans leur mission. Il leur enjoint, par exemple, de signaler explicitement à leurs clients les avantages d'une représentation équilibrée des sexes aux niveaux directoriaux, de leur recommander de convoquer autant que possible au moins une femme pour un entretien d'embauche, d'apporter elles-mêmes à celle-ci, au besoin, un soutien ciblé tout au long de la procédure, enfin de constituer un réseau de contacts constitué de candidates potentielles.

Entourée de représentants de l'économie de premier plan, l'Union patronale suisse poursuit trois objectifs quantitatifs d'ici au 7 février 2021, date anniversaire de l'introduction du droit de vote des femmes en Suisse il y a cinquante ans. D'un bon 16 pour cent aujourd'hui, la proportion des femmes dans les conseils d'administration doit continuer de progresser sensiblement. Ensuite, aucune des 150 entreprises suisses les plus importantes ne comptera de conseil d'administration composé uniquement d'hommes. Enfin les conseils ayant au maximum cinq administrateurs compteront au moins une femme, ceux de plus de plus de cinq administrateurs au moins deux femmes. Pour cela, les promoteurs de l'initiative vont déployer tout un travail de persuasion auprès des cabinets de conseil en ressources humaines aussi bien que des entreprises qui n'ont pas encore de femme dans leur conseil d'administration.

«Les entreprises ont vraiment tout intérêt à une mixité plus équilibrée de leurs organes de direction», a ajouté Jens Alder, président du Conseil d'administration de Alpiq, du groupe Goldbach et de Sanitas. Et de rappeler d'une part que la collaboration est le plus souvent meilleure au sein des équipes hétérogènes, d'autre part que l'offre de main-d'oeuvre qualifiée se raréfie toujours plus. «Ceux qui négligent de s'attaquer dès maintenant au problème feront tôt ou tard partie des perdants», a, quant à lui, mis en garde Hans Hess, président du Conseil d'administration de Comet et de Reichle & De-Massari.

De son côté, l'Etat doit s'appliquer à offrir les conditions les plus favorables à l'objectif visé. En font partie des adaptations de réglementations fiscales susceptibles d'inciter les mères à prendre une activité professionnelle, ainsi qu'une meilleure adéquation de l'offre de structures d'accueil extra-familial aux besoins des parents travailleurs. C'est le seul moyen d'obtenir que les mesures prises par l'économie produisent pleinement leurs effets. «Nous faisons nôtre l'objectif du Conseil fédéral d'augmenter la part des femmes au sommet des entreprises», a souligné Valentin Vogt. «L'Etat doit toutefois éviter de s'immiscer dans la politique du personnel des entreprises à partir du moment où l'économie elle-même se montre active».

L'initiative s'adresse en priorité aux sociétés qui ne comptent pas encore de femmes dans leur conseil d'administration, ainsi qu'aux cabinets de conseil en ressources humaines chargés de proposer des candidat(e)s à des postes d'administrateurs. Mais ses ambitions vont au-delà de ce cercle, fortes de la conviction que toutes les parties prenantes doivent tirer à la même corde et faire leur part d'effort. «Il faut, en fait, une révolution des esprits touchant l'ensemble de la société», a conclu Pierin Vincenz, président du conseil d'administration de Helvetia et Leonteq.

Contact:

Valentin Vogt, Président de l'Union patronale suisse, Tél. 079 634 12
10, vogt@arbeitgeber.ch

Jens Alder, Président du Conseil d'administration de Alpiq, Goldbach
Group et Sanitas, jens.alder@alpiq.com

Hans Hess, Président du Conseil d'administration de Comet und Reichle & De-Massari, Tél. 079 687 04 00, hans.hess@hanesco.ch

Monika Ribar, Présidente du Conseil d'administration des CFF, Tél. 051 285 00 01, monika.ribar@sbb.ch

Pierin Vincenz, Président du Conseil d'administration de Helvetia et Leonteq, Tél. 079 416 47 14, pierin.vincenz@vincenz-management.ch

Fredy Greuter, Responsable du secteur Communication de l'Union patronale suisse, Tél. 079 628 56 61, greuter@arbeitgeber.ch

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100008699/100795332> abgerufen werden.